

**ACCORD-CADRE
D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OEUVRE (AMOE)
ET DE TIERCE MAINTENANCE APPLICATIVE (TMA)**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Numéro de consultation : Numéro de consultation : 2025-AGBIO-NOTIF-ANNUAIRE

Procédure de passation : Appel d'offre ouvert

Table des matières

ARTICLE 1 : PRÉAMBULE - CONTEXTE	4
ARTICLE 2 : ACHETEUR.....	4
ARTICLE 3 : DEFINITIONS.....	5
ARTICLE 4 : CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE L'ACCORD-CADRE	5
4.1 OBJET DE L'ACCORD CADRE	5
4.2 LIMITES AU PRINCIPE D'EXCLUSIVITE	Erreur ! Signet non défini.
4.3 ALLOTISSEMENT	5
4.4 FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD CADRE	5
4.5 DOCUMENTS CONTRACTUELS DE L'ACCORD-CADRE	6
4.6 REPRESENTATION DES PARTIES DE L'ACCORD-CADRE	6
4.6.1 Représentation de l'acheteur.....	6
4.6.2 Représentation du titulaire.....	6
4.7 DUREE DE L'ACCORD CADRE	6
4.7.1 Cadre général	6
4.7.2 Reconduction de l'accord-cadre	6
4.8 LIEU D'EXECUTION.....	6
4.9 FORME DES NOTIFICATIONS ET DES INFORMATIONS	6
4.10 RESPONSABILITE DU TITULAIRE	7
4.11 OBLIGATION DU TITULAIRE	7
4.11.1 Obligation de résultats et obligation de moyen	7
4.11.2 Obligation de conseil	7
4.11.3 Obligation d'information.....	7
4.11.4 Obligation de confidentialité	7
4.11.5 Mesures de sécurité.....	8
4.12 PRIX DE L'ACCORD CADRE	8
4.12.1 Forme et contenu des prix	8
4.12.2 Actualisation des prix	8
ARTICLE 5 : MODALITES D'EXECUTION RELEVANT DE L'EMISSION DE BONS DE COMMANDE	9
5.1 EXPRESSION DE BESOIN ET PROPOSITION TECHNIQUE ET FINANCIERE PREALABLE.....	9
5.2 EMISSION ET EXECUTION DES BONS DE COMMANDE.....	9
5.3 DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	9
5.4 CONTENU D'UN BON DE COMMANDE	9
5.5 MODALITES DE VERIFICATION	10
5.6 GENERALITES ET CRITERES D'ACCEPTATION D'UNE ITERATION.....	10
5.7 DECISIONS POSSIBLES SUITE A LA LIVRAISON D'UNE ITERATION	10
5.8 ARRET D'EXECUTION D'UN BON DE COMMANDE.....	11
5.9 SOUS-TRAITANCE	11
5.10 REMPLACEMENT DES INTERVENANTS.....	12
5.11 PILOTAGE	12
5.12 TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	12

5.12.1	Description du traitement de données à caractère personnel :	13
5.12.2	Mise en œuvre du traitement :	13
5.12.3	Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement.....	14
5.12.4	Notification des violations de données à caractère personnel	14
5.12.5	Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations	15
5.12.6	Mesures de sécurité.....	15
5.12.7	Sort des données	15
5.12.8	Délégué à la protection des données	16
5.12.9	Registre des activités de traitement	16
5.13	PENALITES	16
5.13.1	Pénalités liées au non-respect des délais d'exécution contractuels :	16
5.13.2	Pénalités pour manquement aux obligations de communication :	17
5.14	REGIME FINANCIER	17
5.14.1	Avance	17
5.14.2	Modalités financières	17
5.14.3	Intérêts moratoires	17
5.14.4	Modalités de facturation	18
5.14.5	Transmission des factures	18
ARTICLE 6 : DISPOSITIONS DIVERSES		18
6.1	LANGUE	19
6.2	VERIFICATION ET RECEPTION DES PRESTATIONS	19
6.3	REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE	19
6.3.1	Régime des résultats.....	19
6.3.2	Régime des connaissances antérieures et aux connaissances antérieures standards	20
6.3.3	Dispositions spécifiques aux connaissances antérieures (hors standards) du Titulaire, de tiers et du bénéficiaire.....	20
6.3.4	Dispositions spécifiques aux connaissances antérieures standards.....	21
6.3.5	Obligations du Titulaire sur les supports matériels des résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards.....	21
6.4	ASSURANCES	22
6.5	AUTRES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES	22
6.6	RESILIATION	23
6.6.1	Résiliation de l'accord-cadre	23
6.7	EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	23
6.8	CESSION ET NANTISSEMENT DE CREANCES.....	23
6.9	LITIGES ET CONTENTIEUX.....	23
6.10	DIFFERENTS	23
6.11	DELAIS DE REALISATION DES PRESTATIONS	23
6.13	ACCES AUX SITES.....	24
6.14	MESURES DE SECURITE	24
6.15	RESPONSABILITE DU TITULAIRE	24
6.16	MESURES D'INTEROPERABILITE	24
ARTICLE 7 : DEROGATIONS AU CCAG		24

ARTICLE 1 : PRÉAMBULE - CONTEXTE

L'accord-cadre vise des prestations d'assistance à l'exploitation et intégration, de développement d'application et site web (AMOE) et de tierce maintenance applicative (TMA).

Groupeement d'Intérêt Public administré par des familles professionnelles, le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire ainsi que le ministère de la Transition Ecologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche, l'Agence BIO œuvre pour le développement et la promotion de l'agriculture biologique française.

Dans le cadre de ses missions, l'Agence BIO a développé un système d'information. Il s'agit d'un ensemble de données et d'outils facilitant pour les opérateurs, les organismes de contrôle, les autorités compétentes (INAO, DGCCRF, DDT) ainsi que les observatoires régionaux l'accès à des services et des données centralisées.

Il est constitué des briques suivantes :

- Le portail de notification permettant à tous les opérateurs bio en France (producteurs, transformateurs, distributeurs, importateurs, stockeurs, restaurateurs) de déclarer leurs activités bio et d'entrer dans un processus de certification avec un organisme dédié.
- Un entrepôt de données regroupant l'ensemble des informations historisées des opérateurs bio depuis 2007 s'appuyant sur les données du portail de notification, accompagné de reportings dynamiques sur une application tierce
- L'Annuaire Bio visant à rendre publique la liste des opérateurs bio notifiés et certifiés en s'appuyant sur la base de données du portail de notification.
- DataBio proposant une visualisation grand public disponible sur le site internet de l'Agence BIO, s'appuyant sur les données de l'Agence BIO et permettant d'avoir une vision du développement du secteur bio (de la production à la consommation).
- CartoBio visant à constituer et à diffuser une couche géographique du parcellaire bio ; certifiée et interopérable entre les acteurs de la certification en agriculture biologique.
- Le site internet institutionnel de l'Agence BIO.

Les briques concernées par cet appel d'offre sont le portail de notification et l'annuaire BIO.

L'accord-cadre portant sur des prestations de Services informatiques est constitué d'un seul lot de nature de prestations d'assistance à maîtrise d'œuvre dont les objectifs sont :

- la reprise des applications,
- le développement de nouvelles fonctionnalités sur ces deux applications,
- d'assurer une maintenance applicative et évolutive de ces applications.

Le régime des droits de propriété intellectuelle afférents aux résultats et aux connaissances antérieures éventuelles est précisé dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières du présent marché.

Code(s) CPV de la consultation :

72000000 - Services de technologies de l'information, conseil, développement de logiciels, internet et appui.
72267100 - Maintenance de logiciels de technologies de l'information.

ARTICLE 2 : ACHETEUR

L'acheteur est :

Agence BIO

L'Agence française pour le développement et la promotion de l'agriculture biologique

Groupeement d'intérêt public

12 rue Henri Rol-Tanguy

93100 Montreuil

Tél : 01 48 70 48 30

Siret : 187 512 553 00046

Il est représenté par sa Directrice Laure Verdeau.

ARTICLE 3 : DEFINITIONS

Les correspondances indiquées ci-après précisent l'emploi de certains termes dans le CCAP et le CCTP :

- « **Acheteur** » ou « **Bénéficiaire** » : Le groupement d'intérêt public : Agence pour le développement et la promotion de l'agriculture biologique (GIP Agence BIO).
- « **Titulaire** » : Opérateur économique qui conclut l'accord-cadre avec l'acheteur et le marché avec le bénéficiaire.
- « **France métropolitaine** » : Désigne la France continentale et la Corse.
- « **Sites** » : Désigne les sites des bénéficiaires sur lesquels sont livrées et/ou exécutées les prestations. Un bénéficiaire peut avoir plusieurs sites

ARTICLE 4 : CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE L'ACCORD-CADRE

4.1 OBJET DE L'ACCORD CADRE

Le présent accord-cadre vise à procurer aux bénéficiaires un support contractuel leur permettant d'accéder à des prestations d'assistance à l'exploitation et intégration, de développement d'application et site web (AMOE) et de tierce maintenance applicative (TMA) pour leurs projets achats informatiques.

L'accord-cadre porte sur des prestations de services

Un projet informatique porte sur une application ou un ensemble d'applications et il est librement constitué par les bénéficiaires visés en annexe 1 du présent CCAP.

4.2 ALLOTISSEMENT

Les prestations sont intégrées dans un seul lot dont l'intitulé est « Conception, Développement, intégration et tierce maintenance applicative - Technologies JavaScript, HTML5, PostgreSQL, mongoDB ».

Les montant indiqué est un montant estimatif hors taxes de l'ensemble des coûts constituant un projet informatique.

Seul le montant estimatif initial tel qu'apprécié par le Bénéficiaire est pris en compte pour la détermination du lot et/ou de la procédure applicable.

Une mauvaise estimation, dès lors qu'elle n'est pas, d'une part, manifeste et, d'autre part, intentionnelle ou résultant d'une grave négligence, ne remet pas en cause le choix de la procédure opérée initialement par le Bénéficiaire.

Les éventuelles augmentations ou diminutions du montant du projet en cours d'exécution (par avenant, révision ou actualisation de prix, ...) ne sont pas pris en compte et ne sauraient en aucun cas remettre en cause le choix du lot concerné ou de la procédure opérée initialement par le Bénéficiaire.

Les titulaires des lots du présent accord-cadre ne sauraient dès lors se prévaloir d'aucun préjudice ni former aucune demande indemnitaire pour ce motif.

4.3 FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD CADRE

Le lot sera attribué à un seul et même soumissionnaire.

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande.

L'accord-cadre est conclu sans minimum et pour un maximum de 900K€ HT intégrant l'ensemble des prestations réalisées sur toutes les phases du projet ainsi que l'exécution d'une maintenance applicative, à l'issue de la mise en service de l'application, sur la durée de l'accord-cadre.

4.4 DOCUMENTS CONTRACTUELS DE L'ACCORD-CADRE

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses annexes :
 - Annexe 1 : le bordereau des prix
- Le cahier des clauses Administratives Particulières
- Le cahier des Clauses techniques Particulières
- L'expression des besoins
- Le cahier des Clauses Administratives générales applicables aux marchés des technologies de l'information et de la communication ;
- Le cadre de réponse technique du titulaire.

4.5 REPRESENTATION DES PARTIES DE L'ACCORD-CADRE

4.5.1 Représentation de l'acheteur

L'interlocuteur désigné par l'acheteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification de l'accord-cadre.

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

4.5.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

4.6 DUREE DE L'ACCORD CADRE

4.6.1 Cadre général

L'accord-cadre est conclu pour une période de 48 mois. La durée court à compter de sa date de notification.

4.6.2 Reconduction de l'accord-cadre

L'accord est conclu pour une durée de 24 mois reconductible une fois sur 24 mois à compter de sa date de notification.

4.7 LIEU D'EXECUTION

Le lieu d'exécution est la France métropolitaine.

4.8 FORME DES NOTIFICATIONS ET DES INFORMATIONS

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

En cas de dématérialisation, les échanges se font par messagerie électronique

4.9 RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément au cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente.

Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

4.10 OBLIGATION DU TITULAIRE

4.10.1 Obligation de résultats et obligation de moyen

Le titulaire n'est astreint qu'à une obligation de moyens portant sur l'exécution des prestations dans des conditions les rendant propres à atteindre leur objectif pour les unités d'œuvre : Expertise technique et Architecture.

Pour les autres prestations, il pèse sur le titulaire une obligation de résultat, sans régression de fonctionnement de l'application

4.10.2 Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil ou d'alerte s'il se rend compte, lors de ses interventions, dérèglements ou dysfonctionnements potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

4.10.3 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

4.10.4 Obligation de confidentialité

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

4.10.5 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

4.12 PRIX DE L'ACCORD CADRE

4.12.1 Forme et contenu des prix

Le contenu des prix est précisé dans l'annexe financière à l'acte d'engagement et sont des prix plafonds.

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations du présent marché, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site ;
- la cession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature visée au chapitre 7 du CCAG-TIC, incluant le cas échéant les compléments et dérogations prévues au présent document sauf stipulations contraires à l'article relatif au régime des droits de propriété intellectuelle ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- la mise en œuvre et l'exploitation des moyens de télécommunications lui permettant l'accès sécurisé au site de développement et les coûts de communication entre son site et ceux de l'acheteur ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- le suivi contractuel.

4.12.2 Actualisation des prix

Les prix fermes sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres, soit OCTOBRE 2025.

¹ Lien en vigueur à la date d'envoi en publication de l'avis de marché : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010546161>

ARTICLE 5 : MODALITES D'EXECUTION RELEVANT DE L'EMISSION DE BONS DE COMMANDE

5.1 EXPRESSION DE BESOIN ET PROPOSITION TECHNIQUE ET FINANCIERE PREALABLE

Quand il envisage de passer commande d'une (de) prestation(s), le bénéficiaire adresse au titulaire, selon le mode d'attribution prévu à l'article 5.2 du présent CCAP, une expression de besoin.

Le délai d'exécution ainsi que les modalités d'expression de besoin peuvent-être concertés entre le bénéficiaire et le titulaire.

Au plus tard à la date convenue entre les parties, le titulaire concerné confirme sa capacité à exécuter les travaux attendus dans l'expression de besoin en adressant au bénéficiaire sa proposition technique et financière qui :

- confirme le calendrier prévisionnel d'exécution ;
- détaille les unités d'œuvre nécessaires (libellé, quantité, niveau de complexité) à l'exécution des travaux décrits dans l'expression du besoin technique ;
- fixe le montant de la (des) prestation(s) sur la base exclusive des prix de l'annexe financière à l'acte d'engagement ;et apporte toute information sur d'éventuelles modalités particulières d'exécution de la prestation.

5.2 EMISSION ET EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine.

Le bénéficiaire est pilote de l'émission et de l'exécution des bons de commandes et a la charge des conditions d'attribution des bons de commandes.

5.3 DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est sa date de notification.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues au CCAG de référence.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 6 (six) mois suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

5.4 CONTENU D'UN BON DE COMMANDE

Chaque bon de commande précise notamment :

- le numéro et la date du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture) ;
- le nom de l'accord-cadre ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- le numéro de l'accord-cadre ;
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement) ;

- la désignation et la quantité des prestations commandées ;
- le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) ;
- le montant total (HT et TTC) du bon de commande ;
- la date de livraison prévisionnelle ;
- le délai d'exécution de la prestation ;
- la date de début d'exécution du bon de commande ;
- la date de fin d'exécution du bon de commande ;
- les lieux d'exécution des prestations.

5.5 MODALITES DE VERIFICATION

La vérification des prestations suivantes s'effectue après la livraison des prestations attendues, et dans le respect des délais et conditions définis dans chacune des unités d'œuvre du CCTP

- rejet de la livraison (total ou partiel) : dans ce cas, l'administration gèle le paiement et demande au titulaire une nouvelle livraison des livrables dans les délais indiqués dans la décision de rejet. Il peut suspendre la commande des prestations consécutives. En outre, le titulaire s'expose à des pénalités dans les conditions dans le présent CCAP ;
- ajournement : pour les livrables incomplets et/ou ayant fait l'objet de réserves, le titulaire doit procéder à une nouvelle livraison dans les délais indiqués dans la décision d'ajournement. En outre, l'administration peut suspendre la commande des prestations consécutives. Par ailleurs, le titulaire s'expose à des pénalités dans les conditions fixées au présent CCAP ;
- réception : dans ce cas, l'administration déclenche un paiement complet correspondant au bon de commande.

5.6 GENERALITES ET CRITERES D'ACCEPTATION D'UNE ITERATION

Ce chapitre concerne les UO pouvant être réalisées selon la méthodologie Agile :

- Recherche utilisateurs
- Maquette (UX/Design)
- Développement
- Expertise technique

La vérification de livrables d'une itération s'effectue au regard du Backlog selon les principes suivants

- Le titulaire conduit au fur et à mesure des travaux, pendant l'itération des opérations de vérifications qui lui sont propres, dites de tests technique et fonctionnels et en présente les résultats et les livrables dont la liste est détaillée dans la description des unités d'œuvres du CCTP au bénéficiaire et au plus tard en fin du délai prévu pour l'itération ;
- Le bénéficiaire procède aux tests et études documentaires de l'ensemble des éléments livrés après installation de l'itération par le titulaire sur une plate-forme de test ou de pré-production. Sur la base de ces vérifications, le bénéficiaire prononce sa validation totale ou partielle de l'itération.
- Enfin, après ouverture en production d'une version majeure, le bénéficiaire conduit des vérifications spécifiques pour la version, relatives à la sécurité, à la robustesse, aux temps de réponse en charge réelle, après installation avec succès par le titulaire et l'infogéreur du bénéficiaire sur une plate-forme de production. Sur la base de ces vérifications, le bénéficiaire prononce sous 2 mois ou ajourne la Vérification de Service Régulier de Version (VSRV) de la version en production, qui s'applique à toutes les itérations intégrées dans la version en production

Un bon de commande peut intégrer une ou plusieurs itérations. L'ensemble des itérations prévues dans un bon de commande doivent être validées par le bénéficiaire pour clôture le dit bon de commande.

5.7 DECISIONS POSSIBLES SUITE A LA LIVRAISON D'UNE ITERATION

Ce chapitre concerne les UO pouvant être réalisées selon la méthodologie Agile :

- Recherche utilisateurs
- Maquette (UX/Design)
- Développement
- Expertise technique

A l'issue des vérifications, l'administration prend l'une des décisions suivantes :

- rejet de la livraison (total ou partiel) : dans ce cas, lorsqu'il s'agit de la dernière itération prévue au sein d'un bon de commande, l'administration gèle le paiement et demande au titulaire une nouvelle livraison des livrables prévus dans l'itération N. L'administration peut suspendre la commande des livrables prévus dans l'itération N+1. En outre, le titulaire s'expose à des pénalités dans les conditions fixées présent CCAP ; Lorsqu'il ne s'agit de la dernière itération relative au bon de commande, le bénéficiaire peut demander l'intégration des corrections dans l'itération suivante ou une nouvelle livraison des livrables prévues dans l'itération N.
- réfaction: dans ce cas, lorsqu'il s'agit de la dernière itération prévue au sein d'un bon de commande, l'administration déclenche un paiement proportionnel à la livraison réalisée par le titulaire et validée par lui.
- Ajournement : dans ce cas, lorsqu'il s'agit de la dernière itération prévue au sein d'un bon de commande, l'administration peut exiger la relivraison des fonctionnalités prévues lors de l'itération N, mais non validées, soit lors de l'itération N+1, soit lors d'une itération ultérieure, en accord avec le titulaire, dans le respect des délais et conditions définis dans le CCTP. Par ailleurs, le titulaire s'expose à des pénalités dans les conditions fixées au présent CCAP ;
- réception : dans ce cas, lorsqu'il s'agit de la dernière itération prévue au sein d'un bon de commande, l'administration déclenche un paiement complet.

5.8 ARRET D'EXECUTION D'UN BON DE COMMANDE

Ce chapitre concerne les UO pouvant être réalisées selon la méthodologie Agile :

- Recherche utilisateurs
- Maquette (UX/Design)
- Développement
- Expertise technique

Lorsque les prestations sont scindées en plusieurs parties techniques (par exemple plusieurs Unités d'œuvres) à exécuter distinctement, bénéficiaire peut décider, au terme de chacune de ces parties, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations, dès lors que chacune de ces parties techniques est clairement identifiée et assortie d'un montant.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations n'entraîne pas la résiliation du marché.

5.9 SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter une partie des prestations à l'exception des tâches essentielles suivantes :

- Direction et pilotage de projet ;
- Pilotage contractuel ;
- Suivi commercial.

Le titulaire se conforme aux exigences de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée et aux articles R.2193-1 et suivants du code de la commande publique, relatifs à la sous-traitance.

Conformément à l'article R-2193-4 du code de la commande publique, le titulaire ne peut sous-traiter des prestations qu'à la condition d'avoir obtenu de l'Acheteur, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Pour chaque sous-traitant présenté postérieurement à la notification de l'accord-cadre ou d'un marché, le titulaire doit adresser au pouvoir adjudicateur, via la plateforme des achats de l'Etat :

- Un acte spécial en utilisant l'imprimé DC4 (téléchargeable à partir du lien suivant :

https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/imprimés_dc/DC4-2019.doc

mentionnant le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, , les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, la nature des prestations sous-traitées envisagée selon les hypothèses suivantes :

- dans l'hypothèse où le candidat envisage de sous-traiter tout ou partie des unités d'œuvres (montant ou pourcentage) à un bénéficiaire, le titulaire doit préciser les unités d'œuvres susceptibles d'être sous-traitées et le bénéficiaire des prestations sous-traitées ;
 - dans l'hypothèse où le candidat envisage de sous-traiter tout ou partie des unités d'œuvres à plusieurs bénéficiaires, le candidat précise, dans la rubrique « Nature des prestations » le pourcentage maximum sous-traité du montant du bon de commande
- les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant ;
 - les documents permettant d'établir qu'aucune cession ou nantissement de créance ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.]

5.10 REMPLACEMENT DES INTERVENANTS

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, le bénéficiaire se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation du bénéficiaire. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai 10 jours ouvrés à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

5.11 PILOTAGE

Le représentant de l'acheteur, signataire de l'accord-cadre, assure le suivi global de l'accord-cadre.

Chaque représentant des bénéficiaires assure le suivi de l'exécution de leurs bons de commande et/ou de leurs marchés.

5.12 TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

En cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement général sur la protection des données (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016. Il apporte à l'acheteur des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données. Le

titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du présent accord-cadre s'engage à effectuer pour le compte du bénéficiaire les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent accord-cadre, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Précisions terminologiques :

Le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est **le bénéficiaire** et **le sous-traitant** est **le titulaire** de l'accord-cadre.

5.12.1 Description du traitement de données à caractère personnel :

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du bénéficiaire, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir l'exécution des prestations issues d'un bon de commande.

Pour chaque bon de commande imposant le traitement de données à caractère personnel, le bénéficiaire précise au titulaire une description du traitement des données à caractère personnel.

Cette description précise :

- la nature des opérations réalisées sur les données ;
- la ou les finalités du traitement ;
- les données à caractère personnel qui seront traitées ;
- les catégories de personnes concernées ;
- les informations nécessaires que le responsable de traitement met à disposition du sous-traitant pour l'exécution des unités d'œuvre du bon de commande.

5.12.2 Mise en œuvre du traitement :

• Obligations du titulaire vis-à-vis du bénéficiaire :

Le titulaire de l'accord-cadre public s'engage, notamment, à :

- 1) traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du bon de commande
- 2) traiter les données conformément aux instructions documentées du bénéficiaire figurant en annexe du bon de commande. Si le titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le bénéficiaire ;
- 3) Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le bénéficiaire de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information ;
- 4) garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre de l'exécution du bon de commande ;
- 5) veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;

- 6) prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

• **Sous-traitance des activités de traitement**

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant au sens de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975, pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit le bénéficiaire de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

Afin d'obtenir l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)

à l'acheteur.

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent accord-cadre pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant le bénéficiaire de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations. Le titulaire informe préalablement et par écrit le bénéficiaire de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants.

5.12.3 Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement

Il appartient au responsable de traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Le titulaire aide le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

5.12.4 Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai de **24 heures** après en avoir pris connaissance et par tout moyen. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL) si possible 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance.

Après accord écrit du responsable de traitement, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte du responsable de traitement, les violations de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;

- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord écrit du responsable de traitement, le titulaire communique, au nom et pour le compte du responsable de traitement, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

5.12.5 Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide le responsable de traitement :

- à la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ;
- à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits.

5.12.6 Mesures de sécurité

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité, la scalabilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

5.12.7 Sort des données

Au terme de l'exécution prestations issues de bon de commande, le responsable de traitement informe le titulaire de sa décision relative au sort des données. Le responsable de traitement peut demander au titulaire de :

- détruire toutes les données à caractère personnel
- renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur ou au tiers désigné par l'acheteur

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

5.12.8 Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur dès la notification de l'accord-cadre public le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

5.12.9 Registre des activités de traitement

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- 1) le nom et les coordonnées du bénéficiaire pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- 2) les catégories de traitements effectués pour le compte du bénéficiaire ;
- 3) le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- 4) dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

5.13 PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalités.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités. L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'Acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Le régime des pénalités ci-dessous déroge à l'article 14 du CCAG-TIC.

Toutefois conformément à l'article 14.1.13 du CCAG TIC, Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 euros (HT) pour l'ensemble du marché

5.13.1 Pénalités liées au non-respect des délais d'exécution contractuels :

En cas de non-respect des délais contractuels d'exécution, le bénéficiaire se réserve la possibilité d'appliquer des pénalités au titulaire du marché.

Les pénalités applicables se composent comme suit :

- 2% du montant commandé par jour calendaire de retard pour un retard inférieur ou égal à cinq jours ;
- 3% du montant commandé par jour calendaire de retard pour un retard supérieur à cinq jours.

Le montant des pénalités pour un bon de commande ne peut dépasser 20% du bon de commande concerné.

5.13.2 Pénalités pour manquement aux obligations de communication :

En cas de manquement aux obligations de communication des états d'activités ou l'envoi d'un document ne correspondant pas au format défini initialement par l'acheteur, l'acheteur se réserve la possibilité d'établir une pénalité de 100 € HT par jour calendaire de retard ou document non conforme aux attentes.

5.14 REGIME FINANCIER

5.14.1 Avance

Pour les accords-cadres à bons de commande ne comportant pas de montant minimum fixé en valeur, pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT :

- si la durée d'exécution du bon de commande est supérieure à 2 mois et inférieure ou égale à 12 mois, le montant de l'avance est fixé à un montant compris entre 5 et 30 % du montant TTC du bon de commande en cause (v. exemple n° 5 en annexe) ; ce taux est porté à 20% minimum si le bon de commande est émis par l'Etat à destination d'une PME et à 10% minimum si le bon de commande est émis par un établissement public administratif (hors établissement public de santé) ou une collectivité territoriale, un de ses établissements publics ou un groupement de collectivités, dont les dépenses réelles de fonctionnement constatées au titre de l'avant-dernier exercice clos sont supérieures à 60 millions d'euros, à destination d'une PME ;

- si la durée d'exécution du bon de commande est supérieure à 12 mois, le montant de l'avance s'élève à un montant compris entre 5 et 30 % de la somme égale à 12 fois le montant du bon de commande divisée par la durée du bon de commande exprimée en mois (v. exemple n° 6 en annexe) ; ce taux est porté à 20% minimum si le bon de commande est émis par l'Etat à destination d'une PME et à 10% minimum si le bon de commande est émis par un établissement public administratif (hors établissement public de santé) ou une collectivité territoriale, un de ses établissements publics ou un groupement de collectivités, dont les dépenses réelles de fonctionnement constatées au titre de l'avant-dernier exercice clos sont supérieures à 60 millions d'euros, à destination d'une PME.

5.14.2 Modalités financières

5.14.2.1 Répartition des paiements

Une avance sera effectuée après émission de chaque bon de commande. Chaque avance correspondra à 10% du montant du bon de commande correspondant.

5.14.2.2 Comptable assignataire

Le comptable assignataire est l'Agence comptable, 12 rue Rol Tanguy 93100 Montreuil

5.14.3 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum pour l'État et ses établissements publics. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivant du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année

civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

5.14.4 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'acheteur.

Le service fait pour les marchés contenant des unités d'œuvre sera déclenché à la livraison et la validation par l'administration des livrables prévus dans la définition des unités d'œuvre.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

5.14.4.1 Mentions obligatoires

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement) ;
- la référence du marché (numéro d'engagement juridique) ;
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- la date d'exécution des services ;
- la quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ;
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant :
 - a - le numéro de l'ordre de service ;
 - b - en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande (numéro d'engagement juridique) ;
 - c - les modalités particulières de règlement ;
 - d - les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

5.14.4.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

5.14.4.3 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

5.14.5 Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

ARTICLE 6 : DISPOSITIONS DIVERSES

6.1 LANGUE

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Néanmoins, à la demande d'un bénéficiaire, et en complément de la version française, certains documents et/ou développement pourront être demandés en anglais.

6.2 VERIFICATION ET RECEPTION DES PRESTATIONS

Les délais de vérification des prestations sont prévus au CCTP et dérogent au chapitre 5 « Constatation de l'exécution des prestations – Garantie » du CCAG-TIC

6.3 REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les bénéficiaires de l'accord-cadre souhaitent pouvoir disposer des développements informatiques réalisés dans le cadre du présent accord-cadre pour les exploiter directement ou indirectement et pouvoir confier la tierce maintenance applicative (corrective, adaptative et évolutive) à des tiers à l'échéance de l'accord-cadre. Le présent accord-cadre fait donc application du chapitre 7 du CCAG TIC et pour les résultats de l'article B. 46, avec les compléments et dérogations ci-après.

6.3.1 Régime des résultats

Dans la cadre des lots donnant lieu à l'émission de bons de commande les résultats peuvent, à titre d'exemple, être des études d'implantation, d'audit, des supports de formation ou des développements informatiques sous forme de sources et le cas échéant d'exécutables, des bases de données, des dossiers d'études techniques, de spécifications, de paramétrage, d'exploitation et de maintenance ainsi que la documentation.

En application de l'article B. 46 du CCAG TIC le Titulaire cède aux bénéficiaires de l'accord-cadre à compter de la livraison et sous condition résolutoire de la réception des résultats, l'ensemble des droits d'exploitation afférents à ces résultats.

Cette cession des droits sur les résultats est à titre non exclusif, par dérogation à l'article B.46.1.1.1 du CCAG-TIC.

Cette cession des droits sur les résultats comprend notamment :

- le droit de reproduire les résultats pour quelque usage que ce soit, par quelque procédé que ce soit, connu ou inconnu y compris non prévisible, sur tout support actuel ou futur et sans limitation de nombre tel que papier, électronique, numérique, analogique, magnétique, optique, vidéographique, pour toute exploitation, y compris en réseau ;
- le droit de représenter et de communiquer au public en tout ou partie les résultats, directement ou indirectement, par tout moyen ou réseau de communication connu ou inconnu, sous toute forme, et auprès du public en général ou de catégories de public en particulier, de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement ;
- le droit d'adapter, entendu comme le droit de modifier, d'arranger, décompiler, assembler, incorporer, transcrire tout ou partie des résultats, d'en faire la maintenance préventive, corrective, adaptative et évolutive, d'en réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements, de le traduire en toute langue, transcrire dans tout langage de programmation, porter sur toute configuration, interfacer avec tout logiciel, base de données, produit informatique, d'en réutiliser les algorithmes à toutes fins, d'en intégrer tout ou partie vers ou dans des œuvres existantes ou à venir, de compiler, décompiler aux fins d'interopérabilité avec d'autres systèmes créés de manière indépendante ainsi qu'aux fins de régénération.

Cette cession des droits sur les résultats est effective pour le monde entier et pour toute la durée légale de protection des résultats par le droit d'auteur.

Cette cession des droits sur les résultats vaut pour les besoins d'utilisation des résultats exprimés dans le CCTP et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du présent accord cadre. Cela inclut la possibilité pour les bénéficiaires de pouvoir :

- utiliser, directement ou par l'intermédiaire de tiers, les résultats dans le cadre de sa mission de service public
- publier et utiliser toute étude préalable, cahier des charges, spécification technique et fonctionnelle, etc., pour leur mise en œuvre, le cas échéant par des tiers
- évaluer ou faire évaluer les résultats à tout moment
- réaliser ou faire réaliser sur les résultats des expérimentations, des travaux d'intégration, de maintenance corrective, adaptative ou évolutive, des formations, des projets de R&D internes ou menés en collaboration avec des tiers
- réaliser ou faire réaliser par tout tiers tout développement informatique ainsi que la maintenance corrective, adaptative et évolutive de tout ou partie des résultats à l'échéance de l'accord-cadre
- publier le code source des résultats ainsi que leur documentation technique
- mettre les résultats à disposition de tout tiers dans le cadre de tout transfert de mission de service public ou de politique publique

Cela inclut également la possibilité de mettre les résultats à disposition de partenaires, à titre gracieux en vue notamment de la mutualisation des frais de maintenance.

6.3.2 Régime des connaissances antérieures et aux connaissances antérieures standards

Le Titulaire, en sa qualité de professionnel, est seul responsable de l'analyse et du respect du régime juridique des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards utilisées.

Dès lors que le titulaire envisage d'utiliser des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standards, il s'engage à ce qu'elles soient identifiées dans son offre ou en toute hypothèse au fur et à mesure de l'exécution des prestations avant toute intégration et/ou utilisation d'une connaissance antérieure ou d'une connaissance antérieure standard non prévue dans l'offre.

Le Titulaire s'engage à communiquer au bénéficiaire les éléments suivants :

- le nom et la fonctionnalité de la connaissance antérieure ou de la connaissance antérieure standard ;
- le nom du ou des auteurs,
- la source (site Internet par exemple),
- le régime juridique (licence) ;
- si la connaissance antérieure ou la connaissance antérieure standard est indissociable des résultats ;
- les motivations du recours à une connaissance antérieure ou à une connaissance antérieure standard qui n'est pas sous un régime de licence libre.
- pour les logiciels standards sous licence propriétaire, les mesures le cas échéant mises en place pour préserver les droits du bénéficiaire conformément à l'article 15.2.3. du CCAG TIC

Le titulaire ne peut utiliser des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standards sans l'accord préalable du bénéficiaire.

6.3.3 Dispositions spécifiques aux connaissances antérieures (hors standards) du Titulaire, de tiers et du bénéficiaire

Si dans le cadre des prestations objet de l'accord-cadre, le Titulaire utilise des connaissances antérieures, par dérogation à l'article 44 du CCAG TIC le Titulaire concède à titre non-exclusif au bénéficiaire, le droit d'utiliser les connaissances antérieures pour les mêmes droits, durée, territoire que ceux prévus dans le régime relatif aux résultats applicable aux différents lots du présent accord cadre.

En toute hypothèse, le Titulaire conserve le droit d'utiliser ses propres connaissances antérieures à d'autres fins que celles liées à l'exécution du présent accord cadre. Les dispositions sur les connaissances antérieures du Titulaire s'appliquent pendant la durée de l'accord-cadre ainsi qu'à son expiration ou sa résiliation anticipée.

Le Titulaire ne peut utiliser les connaissances antérieures du bénéficiaire que dans le cadre de l'exécution des bons de commande et s'engage à ne pas divulguer les informations confidentielles contenues dans ces connaissances antérieures.

6.3.4 Dispositions spécifiques aux connaissances antérieures standards

Le titulaire s'engage à n'utiliser dans le cadre de l'accord-cadre que des connaissances antérieures standards dont les conditions d'utilisation sont compatibles avec les besoins exprimés dans les documents particuliers de l'accord-cadre et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre de l'accord-cadre. Les droits d'adaptation, modification, évolution ainsi que les éventuelles transmissions des droits à des tiers sont conditionnés par la licence des connaissances antérieures standards.

L'utilisation de logiciels standards propriétaires est subordonnée à l'accord préalable du bénéficiaire.

- Pour l'ensemble de ces connaissances antérieures standards, le bénéficiaire se réserve la possibilité de contractualiser directement avec l'éditeur si un support contractuel distinct avec l'éditeur existe.
- En l'absence de support contractuel interministériel, le bénéficiaire consent à régler le prix des licences d'utilisation des connaissances antérieures standards compris dans le prix de la commande de manière forfaitaire, ferme et définitive.
- Si des logiciels open source ou sous licence libre utilisés sont contaminantes ou héréditaires, le Titulaire s'engage à effectuer des modifications ou des ajouts de module de ces logiciels open source ou sous licence libre, de telle manière que le module modifié ou ajouté soit indépendant du système d'information du bénéficiaire et identifiable dans ce système d'information.

Pour les connaissances antérieures standards qui sont des logiciels standards ou sur étagère, le Titulaire est tenu d'informer le bénéficiaire des nouvelles versions disponibles accompagnées d'une analyse des modifications apportées par les nouvelles versions.

Le Titulaire garantit que les logiciels standards fournis et mis à jour sont capables, lors de leur remise au bénéficiaire, de réaliser les fonctions décrites dans les documents qui les accompagnent, en conformité avec les dispositions de l'accord-cadre, conformément à l'article 36.6 du CCAG-TIC.

Dans l'hypothèse où le bénéficiaire a donné au titulaire, son accord pour l'utilisation de logiciels standards propriétaires, le Titulaire prend toutes dispositions afin de préserver les droits du bénéficiaire, en cas de défaillance du détenteur des droits d'auteur ou de son représentant.

La défaillance est définie comme :

- une panne bloquante dans le système, qui ne peut être réparée, ni même contournée provisoirement, par le l'éditeur du logiciel standard dans les délais prévus par l'accord-cadre ;
- l'abandon par de l'éditeur logiciels standards de leur commercialisation dans leur dernière version ;
- l'arrêt des prestations de maintenance réalisées par l'éditeur des logiciels standards ;
- la liquidation judiciaire ou la dissolution de l'éditeur des logiciels standards.

Pour ce faire, le Titulaire s'engage à ce que l'éditeur de ces logiciels standards dépose leurs codes sources ainsi que ceux des nouvelles versions en vigueur accompagnés de la documentation technique associée auprès d'un séquestre (Agence pour la Protection des Programmes ou officier ministériel), dont les coordonnées sont précisées au cours de l'exécution de l'accord-cadre.

6.3.5 Obligations du Titulaire sur les supports matériels des résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards

Pour permettre au bénéficiaire d'exercer les droits qui lui sont accordés au titre du présent accord-cadre, en complément de l'article 44 du CCAG TIC, le Titulaire livre spontanément et au fur et à mesure de l'exécution des prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours du présent accord-cadre, tels que :

- les codes exécutables ;
- la documentation, les documents de cadrage et suivis de projet sous format numérique (support magnétique, optique ou supports de stockage électronique) ;
- les codes sources pour les seuls résultats et connaissances antérieures sous la forme d'un ou plusieurs supports électroniques contenant le code générateur.

Les codes sources des résultats et des connaissances antérieures ne sont pas confidentiels. Il est donc dérogé à la confidentialité des codes sources prévue à l'article 46 option B 1.1.3. du CCAG-TIC.

La propriété matérielle de ces éléments est transférée au bénéficiaire. Elle est comprise dans le prix de l'accord-cadre.

6.4 ASSURANCES

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification des marchés et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance. Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

6.5 AUTRES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiés à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 ;
- Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1. Cette attestation comporte le nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

6.6 RESILIATION

6.6.1 Résiliation de l'accord-cadre

En plus des cas de résiliation prévus au CCAG de référence, l'acheteur peut résilier l'accord-cadre.

Pour inexactitude des renseignements communiqués :

L'inexactitude des renseignements communiqués à l'appui des candidatures peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire, sans indemnités.

Lorsque le titulaire est placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-14 du code de la commande publique.

6.7 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Le cas échéant, le bénéficiaire peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

6.8 CESSION ET NANTISSEMENT DE CREANCES

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R2191-45 à R2191-63 du code de la commande publique.

6.9 LITIGES ET CONTENTIEUX

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Montreuil.

6.10 DIFFERENTS

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

6.11 DELAIS DE REALISATION DES PRESTATIONS

Les délais de réalisation des prestations sont fixés dans les expressions de besoin préalables.

En cas de non-respect des délais de livraisons, l'administration se réserve la possibilité d'appliquer au titulaire les pénalités prévues à l'article 7.6.1 du présent CCAP.

6.13 ACCES AUX SITES

Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché.

6.14 MESURES DE SECURITE

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

6.15 RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

6.16 MESURES D'INTEROPERABILITE

Le ou les résultat(s) doivent communiquer et opérer avec les éléments du système informatique de l'acheteur et, le cas échéant, des tiers désignés; que, à cet effet, un lien logique et, le cas échéant, physique d'interconnexion et d'interaction est nécessaire dans le but de permettre le plein fonctionnement de tous les éléments du ou des résultats avec d'autres logiciels et matériels ainsi qu'avec les utilisateurs, les éléments ainsi que les liens à prendre en compte sont décrits de façon détaillée dans le cahier des charges techniques.

ARTICLE 7 : DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Commentaire / Objet de la dérogation
Article 5.13	Article 14	La dérogation porte sur le régime des pénalités
Article 6.3.	Article 29 et suiv.	La dérogation porte sur les opérations de vérification des prestations
Article 6.4.5	Article 46 option B1.1.3.	La dérogation porte sur la confidentialité des codes sources
Article 5.5	Article 32,33 et 34	Les dérogations portent sur les vérifications qualitatives, décisions après réceptions et ajournement/réfaction et rejet